

**ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, **Ns** : Secteur naturel sensible, **Na/Nas** : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), **Ne** : Secteur naturel d'équipements publics, **Nr** : Secteur naturel restaurants d'altitude, **Nx** : Secteur d'activités Joux-Verte

**ARTICLE N 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES**

- Les habitations (sauf en sous-secteurs Nb, Nbc, Nr, Nbt, Na, Ne et Nas sous les conditions indiquées dans l'article 2)
- L'hébergement hôtelier (sauf en sous-secteurs, Nbt, sous les conditions indiquées dans l'article 2)
- Les bureaux et services,
- Les commerces (sauf en sous-secteurs Nb, Nbt, Na, Nx et Nr sous les conditions indiquées dans l'article 2),
- L'artisanat (sauf en sous-secteurs Nb1 sous conditions particulières énoncées à l'article 2),
- L'industrie,
- Les entrepôts,
- Les exploitations agricoles (sauf en sous-secteurs Na, Nas et Ne sous les conditions indiquées dans l'article 2)
- En sous-secteur Nb1, toutes les occupations et utilisations du sol, sauf celles décrites à l'article 2.

**Sont également interdits :**

**En zone N et l'ensemble des sous-secteurs :**

- L'ouverture et l'exploitation de carrière (hormis dans les secteurs de carrière existants et repérés au plan de zonage par un tramage)
- Les terrains de camping et de caravanage, les parcs résidentiels de loisirs et les habitations légères de loisirs.
- Les divers modes d'utilisation du sol prévus à l'article R.421.19 du Code de l'Urbanisme.
- Les pistes de ski et tout autre aménagement touristique (sauf en sous-secteurs Na et Nas sous les conditions indiquées dans l'article 2),
- Dans les secteurs repérés au titre de l'article R.123-11-b) du Code de l'Urbanisme, sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ne répondant pas aux dispositions réglementaires du PPR zone rouge.

**Particularités en sous-secteur Ns :**

- Les dépôts de matériaux et de déchets de toute nature.
- Les affouillements et exhaussements du sol réglementé à l'article R 421.19 du Code de l'Urbanisme, sauf ceux nécessaires à la construction aux services publics

et d'intérêt collectif et sauf les emplacements réservés à la réalisation de merlons de protection

- Toute intervention sur les milieux hydrologiques et les biotopes qui participent à l'équilibre environnemental : les drainages ou remblais, les coupes et abattages d'arbres et les équipements publics.
- Tous ce qui ne concerne pas les travaux de gestion et d'entretien courant. Seuls les ouvrages techniques liés au bon fonctionnement des équipements publics sont autorisés.

**ARTICLE N 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES**

**1- Rappel**

**Adaptations mineures :** les dispositions des articles 3 à 13 du règlement de cette zone ne peuvent faire l'objet que d'adaptations mineures ; elles seront instruites conformément aux modalités et procédures prévues dans le code de l'Urbanisme. Elles doivent être rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

**La reconstruction à l'identique d'un bâtiment après sinistre** est autorisée dans les trois ans suivant le sinistre dans l'enveloppe du volume ancien à condition que sa destination soit conservée ou soit conforme aux occupations et utilisations du sol prévues dans la zone.

**2- Parmi les constructions et utilisations du sol admises nécessitant une autorisation d'urbanisme, seules celles qui suivent sont admises sous conditions :**

**En zone N et l'ensemble des sous-secteurs :**

Les affouillements et exhaussements de sol réglementés à l'article R 421.19 du Code de l'Urbanisme, ainsi que les dépôts de matériaux inertes sont autorisés sous réserve de préservation de l'aspect paysager du site. Quelle que soit leur importance, ils sont soumis à autorisation.

Les constructions, les installations, et les ouvrages ou bâtiments techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, à l'exploitation des carrières (dans les secteurs repérés) et les constructions d'intérêt collectif à vocation culturelle ou patrimoniale relatives à une remise en valeur qualitative du site sont admises sous réserve de prendre toutes dispositions pour assurer une bonne insertion dans le site.

## **ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt, **Ns** : Secteurs naturels bâtis, **Na/Nas** : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), **Ne** : Secteur naturel d'équipements publics, **Nr** : Secteur naturel restaurants d'altitude, **Nx** : Secteur d'activités Joux-Verte

A l'intérieur du domaine skiable, sont autorisées le remplacement des remontées mécaniques existantes et les locaux techniques liés à l'activité du ski, la construction et le remplacement des réseaux de neige de culture et des retenues collinaires, les aménagements des pistes balisées existantes, la reconstruction ou le réaménagement des locaux ou bâtiments touristiques existants (restaurants d'altitude, salles hors sacs, hôtels).

Les constructions à usage d'habitation ou d'hébergement ne pourront être autorisées que dans les conditions décrites pour chaque sous-secteur.

- La réhabilitation, sans limitation de Surface de Plancher, sans extension, des bâtiments repérés patrimoniaux liste 1 et 2 au plan de zonage au titre de l'article L123-1.7° et sous réserve des règles édictées à l'article 11.

- La rénovation des bâtiments repérés patrimoniaux liste 3 au plan de zonage au titre de l'article L123-1.7°

Ces occupations et utilisations du sol ne sont admises que dans la mesure où :

- L'alimentation en eau potable soit possible par le réseau public. A défaut de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée répondant aux normes de salubrité publique est autorisée.

- l'assainissement soit possible par le réseau public ou par un dispositif autonome conforme à la filière imposée par la carte d'aptitude des sols et du milieu, annexée au PLU. En l'absence d'un tel réseau, il pourra être admis un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols annexée au PLU si elle existe. En l'absence d'indication sur l'aptitude des sols, l'assainissement autonome devra s'établir dans le respect des normes en vigueur.

- la construction est desservie par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération.

- Le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération.

Pour les constructions entrant dans le champ de classification des chalets d'alpages, ces dernières feront l'objet d'une demande de réhabilitation conforme à la législation.

### Dans les sous-secteurs Nb, Nbc et Nb1 :

En sous-secteur Nb : Sont également autorisées les réhabilitations sous réserve de garder le volume et le caractère architectural du bâti.

Ces occupations et utilisations du sol ne sont admises que dans la mesure où :

- L'alimentation en eau potable soit possible par le réseau public. A défaut de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée répondant aux normes de salubrité publique est autorisée.

- l'assainissement soit possible par le réseau public ou par un dispositif autonome conforme à la filière imposée par la carte d'aptitude des sols et du milieu, annexée au PLU. En l'absence d'un tel réseau, il pourra être admis un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols annexée au PLU si elle existe. En l'absence d'indication sur l'aptitude des sols, l'assainissement autonome devra s'établir dans le respect des normes en vigueur.

- la construction est desservie par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération.

- Le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération.

En sous-secteur Nb1 : Sont également autorisées :

- les réhabilitations sous réserve de garder le volume et le caractère architectural du bâti,

- les extensions des bâtiments d'activités existants, si elles sont inférieures ou égales à 100 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher, sous réserve d'une bonne intégration avec l'environnement du bâti existant,

- pour les autres catégories de constructions, les extensions des constructions existantes si elles sont inférieures ou égales à 100 m<sup>2</sup> de la somme de la Surface de Plancher et des surfaces déductibles (telles que définies à l'article R.112-2 du CU) dont 50 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher maximum pour la construction principale, et ce, en une fois, à la date d'approbation du PLU, et sous réserve que la somme de la Surface de Plancher et des surfaces déductibles (telles que définies à l'article R.112-2 du CU) cumulée après extension n'excède pas 150 m<sup>2</sup> de la somme de la Surface de Plancher et des surfaces déductibles (telles que définies à l'article R.112-2 du CU)

Ces occupations et utilisations du sol ne sont admises que dans la mesure où :

- L'alimentation en eau potable soit possible par le réseau public. A défaut de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée répondant aux normes de salubrité publique est autorisée.

- l'assainissement soit possible par le réseau public ou par un dispositif autonome conforme à la filière imposée par la carte d'aptitude des sols et du milieu, annexée au PLU. En l'absence d'un tel réseau, il pourra être admis un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols annexée au PLU si elle existe. En l'absence d'indication sur l'aptitude des sols, l'assainissement autonome devra s'établir dans le respect des normes en vigueur.

- la construction est desservie par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération.

- Le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération.



# **ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, **Ns** : Secteur naturel sensible, **Na/Nas** : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), **Ne** : Secteur naturel d'équipements publics, **Nr** : Secteur naturel restaurants d'altitude, **Nx** : Secteur d'activités Joux-Verte

En sous-secteur Nbc : Pour les constructions existantes, se référer aux règles de la zone Nb1. En outre, seront autorisées les constructions à usage d'habitation dans la limite de 180 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher par secteur.

Ces occupations et utilisations du sol ne sont admises que dans la mesure où :

- L'alimentation en eau potable soit possible par le réseau public. A défaut de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée répondant aux normes de salubrité publique est autorisée.
- l'assainissement soit possible par le réseau public ou par un dispositif autonome conforme à la filière imposée par la carte d'aptitude des sols et du milieu, annexée au PLU. En l'absence d'un tel réseau, il pourra être admis un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols annexée au PLU si elle existe. En l'absence d'indication sur l'aptitude des sols, l'assainissement autonome devra s'établir dans le respect des normes en vigueur.
- la construction est desservie par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération.
- Le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération.

## Dans le sous-secteur Nbt :

Sont également autorisées les réhabilitations et les constructions à usage d'habitation, de commerce et d'hébergement hôtelier, sans limitation de Surface de Plancher sous réserve de respecter le volume et le caractère architectural du bâti environnant.

Ces occupations et utilisations du sol ne sont admises que dans la mesure où :

- L'alimentation en eau potable soit possible par le réseau public. A défaut de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée répondant aux normes de salubrité publique est autorisée.
- l'assainissement soit possible par le réseau public
- la construction est desservie par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération.

## Dans le sous-secteur Ne :

Sont également autorisées :

- les équipements, installations, ouvrages et bâtiments techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et au fonctionnement des activités touristiques (exemple : usine à neige) sous réserve de prendre toutes dispositions pour assurer une bonne insertion dans le site ; ainsi que les habitations à usage de logements de fonction, uniquement s'ils sont liés aux équipements construits.

- les bâtiments et installations agricoles ne sont admis qu'à la condition que leur implantation dans la zone soit reconnue indispensable à l'activité agricole ou sous réserve d'une bonne intégration paysagère.

## Dans le sous-secteur Nx :

Sont également autorisées les extensions mesurées à usage de commerce et de bâtiments techniques liés aux activités touristiques ou sportives et aux structures aéronautiques existantes.

Ces occupations et utilisations du sol ne sont admises que dans la mesure où :

- L'alimentation en eau potable soit possible par le réseau public. A défaut de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée répondant aux normes de salubrité publique est autorisée.
- l'assainissement soit possible par le réseau public ou par un dispositif autonome conforme à la filière imposée par la carte d'aptitude des sols et du milieu, annexée au PLU. En l'absence d'un tel réseau, il pourra être admis un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols annexée au PLU si elle existe. En l'absence d'indication sur l'aptitude des sols, l'assainissement autonome devra s'établir dans le respect des normes en vigueur.
- la construction est desservie par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération.
- Le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération.

## En outre :

Pour les extensions à usage de commerce, la Surface de Plancher cumulée ne devra pas excéder 150 m<sup>2</sup>.

Pour les extensions à usage de bâtiments techniques, la Surface de Plancher cumulée ne devra pas excéder 500 m<sup>2</sup>.

## Dans les sous-secteurs Na et Nas :

Les aménagements liés à la pratique touristique ne sont autorisés que sous réserve de prendre toutes les dispositions pour une bonne insertion dans le site.

En sous-secteurs Na et Nas sont également autorisés sous conditions :

Les bâtiments et installations agricoles ne sont admis qu'à la condition que leur implantation dans la zone soit reconnue indispensable à l'activité agricole. Sont en outre soumis à conditions particulières :

Les constructions à caractère fonctionnels nécessaires aux exploitations sous réserve d'une bonne intégration dans le site

# **ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, **Ns** : Secteur naturel sensible, **Na/Nas** : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), **Ne** : Secteur naturel d'équipements publics, **Nr** : Secteur naturel restaurants d'altitude, **Nx** : Secteur d'activités Joux-Verte

Les annexes touristiques des exploitations agricoles (gîtes et accueil touristique) sont autorisées sous réserve d'être aménagées dans un bâtiment existant sur le site de l'exploitation ou à proximité immédiate de l'un de ces bâtiments et dans la limite de 180 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher.

Les points de vente de leurs productions sous réserve d'être aménagés sur le site de l'exploitation dans la limite de 80 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher.

Les campings à la ferme seront limités à 6 emplacements et situés à proximité immédiate de l'un des bâtiments de l'exploitation.

Les habitations destinées aux actifs agricoles des exploitations agricoles professionnelles sont autorisées sous les conditions cumulatives suivantes :

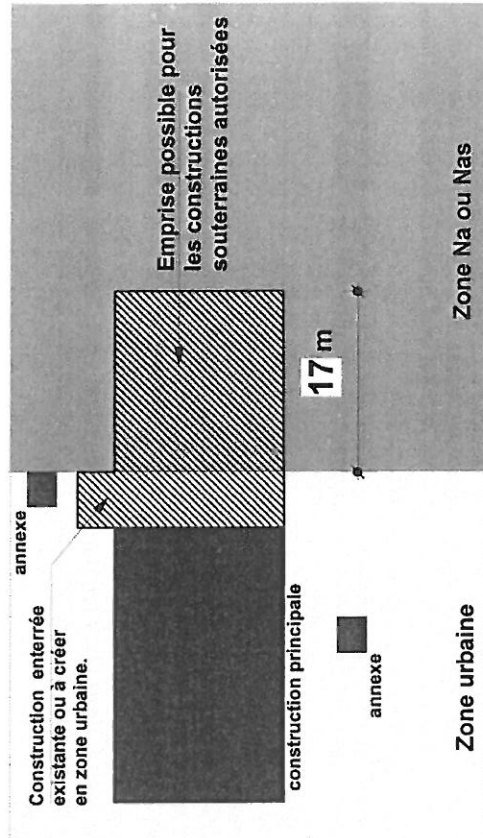
- nécessité de résider sur le site principal de l'activité de l'exploitation, dans ou à proximité immédiate des bâtiments de l'exploitation préexistante et de former un ensemble cohérent avec ces derniers,
- composé d'un seul bâtiment à usage de logement par exploitation (en cas de plusieurs logements, ils devront être soit accolés, soit intégrés dans le volume d'un seul bâtiment) soit en logements aménagés sous forme de réhabilitation ou de réaffectation de constructions existantes ; dans tous les cas la surface de ces logements ne devra pas dépasser 180 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher et leur nombre devra être en rapport avec l'importance de l'activité agricole de l'exploitation,
- avoir la sortie de l'habitation commune avec celle de l'exploitation.

**Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif**

Les équipements, installations, ouvrages et bâtiments techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif et dont l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service, sont admis sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité agricole et de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum le risque qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.

**Les réhabilitations, sans limitation de Surface de Plancher dans le volume des commerces préexistant (restaurant).**

Les ouvrages et constructions en souterrains, à condition de constituer le prolongement d'une construction existante située dans une zone urbaine contiguë à la zone Na, sur une profondeur de 17 m maximum et sous réserve d'une bonne intégration paysagère et de ne pas entraver l'activité agricole.



Les refuges sont admis sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à l'activité agricole et prennent toutes les dispositions pour assurer une bonne intégration dans le site.

Ces occupations et utilisations du sol ne sont admises que dans la mesure où :

- L'alimentation en eau potable soit possible par le réseau public. A défaut de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée répondant aux normes de salubrité publique est autorisée.
- l'assainissement soit possible par le réseau public
- la construction est desservie par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération.
- Le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération.

En sous-secteur Nas :

Complémentairement, l'ensemble des occupations et utilisations du sol autorisées sont soumises aux conditions d'aménagement suivantes :

- la mise en œuvre de dispositifs anti collision sur les câbles des remontées mécaniques devra être appréciée à minima lors du renouvellement de l'équipement
- les travaux sur les pistes (élargissement et déboisement, terrassement) hors cadre d'une étude d'impact, seront soumis à un inventaire avifaunistique exhaustif avec évaluation des incidences sur les populations, propositions de mesures

**ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, **Ns** : Secteur naturel sensible, **Na/Nas** : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), **Ne** : Secteur naturel d'équipements publics, **Nr** : Secteur naturel restaurants d'altitude, **Nx** : Secteur d'activités Joux-Verte

adaptées, élargissement de la liste des espèces visées par la ZPS en cas de découverte d'une espèce non inscrite et mise en œuvre de mesures adaptées à leur conservation

- la fermeture (filets + informations) des accès aux secteurs naturels considérés comme sensibles et un damage sur une plus faible largeur de piste (ceci pour décourager les pénétrations dans les secteurs boisés)

**Dans le sous-secteur Nr :**

Les occupations et utilisations du sol admises sont identiques à la zone Nb. Il sera également admis, sous les mêmes conditions, des constructions complémentaires à usage commercial liés aux activités touristique dans la limite de 300 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher par zone Nr.

La surface cumulée de ces annexes ne pourra excéder 15% de la surface totale au sol du bâti principal.

Les annexes commerciales inférieures à 20 m<sup>2</sup> de Surface de Plancher sont interdites.

Ces occupations et utilisations du sol ne sont admises que dans la mesure où :

- L'alimentation en eau potable soit possible par le réseau public. A défaut de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée répondant aux normes de salubrité publique est autorisée.
- l'assainissement soit possible par le réseau public
- la construction est desservie par une voie dont les caractéristiques répondent aux besoins de l'opération.
- Le stationnement des véhicules correspond aux besoins de l'opération.

**ARTICLE N 3 : ACCES ET VOIRIE**

**DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE PUBLIQUE EN MATIERE D'ACCES ROUTIER**

Lorsqu'une autorisation d'urbanisme a pour effet de créer un nouvel accès à une voie publique ou de modifier les conditions d'utilisation d'un accès existant, les accès peuvent être imposés sur des voies de moindre importance.

**ACCES**

Toute autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol est subordonnée à la réalisation d'aménagements spécifiques qui rendent satisfaisantes les conditions de sécurité du raccordement de l'opération à la voie publique.

Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques. Les accès sont adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter le moindre risque à la circulation publique et à l'approche permettant une lutte efficace contre l'incendie.

**VOIRIES**

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies privées ou publiques nouvelles doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies privées nouvelles en impasse doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules privés et à ceux des services publics (lutte contre l'incendie) de faire demi-tour. Des dérogations pourront être envisagées en cas d'impossibilité technique liée à la configuration des lieux et l'implantation du bâti existant.

**ARTICLE N 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX**

**Eau potable :**

Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordé au réseau public d'eau potable. Dans l'impossibilité d'une desserte par le réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée et répondant aux normes de salubrité publique est possible. Dans ce cas, et sur justification technique, l'alimentation en eau par une ressource privée devra faire l'objet, préalablement au dépôt de permis de construire, d'une autorisation sanitaire des services de la DDASS.

**Eaux usées :**

En sous-secteurs Na, Nas, Nb, Nbc, Nb1, Nx, et Nr : Toute construction à usage d'habitation et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordés au réseau public d'assainissement. En l'absence d'un tel réseau, il pourra être admis un dispositif d'assainissement individuel conforme à la carte d'aptitude des sols annexée au PLU. En l'absence

## ZONE N

Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, Ns : Secteur naturel sensible, Na/Nas : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), Ne : Secteur naturel d'équipements publics, Nr : Secteur naturel restaurants d'altitude, Nx : Secteur d'activités Joux-Verte

d'indication sur l'aptitude des sols, l'assainissement autonome devra s'établir dans le respect des normes en vigueur.

En sous-secteurs Nbt et Ne : Toute construction à usage d'habitation (réhabilitation et/ou extensions) et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, doit être raccordés au réseau public d'assainissement.

### Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain d'assiette de l'opération doivent être raccordés au réseau public de collecte des eaux pluviales s'il existe.

En tout état de cause, il conviendra de se référer à l'annexe sanitaire „eaux pluviales“ et des fiches techniques correspondantes.

La mise en place de caniveaux de récupération en liaison avec le domaine public est exigée sur les voies privées.

### Energies et télécommunications :

Toute construction à usage d'habitation (réhabilitation et/ou extensions) et tout local pouvant servir au travail, au repos, à l'agrément ou à l'accueil du public, sauf les annexes, doit être raccordé au réseau électrique. Les raccordements aux réseaux doivent être enterrés.

### Ordures ménagères :

En sous-secteurs Na, Nas, Nb, Nbc, Nb1, Nx, Ne et Nr : Les ordures ménagères doivent être stockées à l'intérieur des volumes bâtis hors période de ramassage. La surface de ces locaux devra être adaptée aux besoins.

En sous-secteur Nbt : Les ordures ménagères doivent être stockées à l'intérieur des volumes bâtis hors période de ramassage et hors espace public. La surface de ces locaux devra être adaptée aux besoins.

## ARTICLE N 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé (sauf contraintes techniques liées à la réalisation d'un assainissement individuel)

## ARTICLE N 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES PUBLIQUES

### GENERALITES

Les débordements de toiture, d'escaliers et de balcon jusqu'à 1,20 m ne sont pas pris en compte pour l'application de l'ensemble des règles édictées par le présent article (excepté lorsqu'ils sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité de la circulation publique).

Les chemins d'exploitation et les chemins piétons n'étant pas ouverts à la circulation publique, ne sont pas des voies au sens du Code de l'urbanisme. Ce sont les dispositions de l'article 7 qui s'appliquent pour les constructions et installations à implanter le long des chemins.

### IMPLANTATION

Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées en limite des voies publiques et des voies privées ouvertes au public réalisées à l'intérieur de la zone et comporter des porte-à-faux en surplomb du domaine public, à condition de ne pas entraver la circulation.

Les autres constructions nouvelles seront implantées avec un recul minimum de 8 m de l'axe des voies publiques et des voies privées ouvertes au public réalisées à l'intérieur de la zone.

Pour les terrains dont la pente moyenne est supérieure à 20%, le recul minimum par rapport à l'axe des voies publiques et des voies privées ouvertes à la circulation est ramené à 6 mètres.

Les constructions enterrées pourront être implantées avec un recul de 1,50 m par rapport à l'emprise publique.

Hors agglomération, les constructions nouvelles seront implantées avec un recul minimum de :

- 35 m de l'axe de la RD 902
- 25 m de l'axe de la RD338,
- 18 m de l'axe des RD228, 329 et 354 ;

Exception faite des extensions mesurées et de l'aménagement du bâti existant et sous réserve de ne pas aggraver la sécurité des personnes.



# **ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, Ns : Secteur naturel sensible, Na/Nas : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), Ne : Secteur naturel d'équipements publics, Nr : Secteur naturel restaurants d'altitude, Nx : Secteur d'activités Joux-Verte

## **ARTICLE N 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES DES PROPRIETES VOISINES**

### GENERALITES

Les débordements de toiture, jusqu'à 1,20 m ne sont pas pris en compte dans le calcul des prospects.

Toutes constructions, installations et aménagements sont interdits à moins de 10 mètres de l'axe des torrents et cours d'eau (sauf PPR - se référer aux prescriptions de mesures conservatoires définies sur les schémas types annexés en fin de ce document).

### IMPLANTATION

En sous-secteurs Na, Nas, Nbc, Nb1, Nx et Nr : La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche de la limite séparatrice doit au moins être égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans être inférieure à 3 m. Les constructions enterrées pourront être implantées jusqu'en limite de propriété.

En sous-secteurs Nb et Nbt : voir règlement de la zone Uh.

En sous-secteurs Na, Nas, et Nr : Les constructions annexes non accolées au bâtiment principal, peuvent être édifiées sans condition de recul, sous réserve que leur hauteur ne dépasse pas 3,5 m au faîtage par rapport au terrain naturel et qu'aucune façade non enterrée ne dépasse 8 mètres et que la longueur cumulée des façades bordant les limites des propriétés privées voisines ne dépasse pas 11 mètres.

Les constructions enterrées pourront être implantées jusqu'en limite de propriété.

En sous-secteurs Ns et Ne : La distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche de la limite séparatrice doit au moins être égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans être inférieure à 1,90 m. Cette règle ne s'applique pas en limite de cheminements piétons.

Les constructions enterrées pourront être implantées jusqu'en limite de propriété. Il n'est pas fixé de conditions de recul vis-à-vis des limites de parcelles occupées par des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics (réservoir, poste de transformation électrique, etc ...).

## **ARTICLE N 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE OU PLUSIEURS PROPRIETES LIEES PAR UN ACTE AUTHENTIQUE**

Non réglementé

## **ARTICLE N 9 : EMPRISE AU SOL**

Non réglementé

## **ARTICLE N 10 : HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS**

La hauteur des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif autorisés dans la zone, n'est pas réglementée, mais elle doit être adaptée à l'usage et compatible avec l'environnement agricole et naturel de proximité.

En sous-secteurs Nb et Nbt : voir règlement de la zone Uh.

En sous-secteurs Na et Nas :

La différence d'altitude entre chaque point de la couverture et le point du terrain situé à l'aplomb avant et après terrassement, tel que défini au plan de masse de la demande de permis de construire par des courbes de niveaux rattachées aux côtes NGF, ne devra pas excéder :

Pour les constructions à usage agricole : 13 m au faîtage.

Pour les constructions à usage d'habitation autorisées : 10 m au faîtage.

Seules les installations techniques telles que cheminées, ventilations, ascenseurs..., pourront dépasser ces cotes sous réserve qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural assurant leur intégration.

En sous-secteurs Nb1, Nbc, Nx et Nr :

La différence d'altitude entre chaque point de la couverture et le point du terrain situé à l'aplomb avant et après terrassement, tel que défini au plan de masse de la demande de permis de construire par des courbes de niveaux rattachées aux côtes NGF, ne devra pas excéder : 10 m au faîtage pour les bâtiments d'habitation et 12 m pour les bâtiments d'activités.

Seules les installations techniques telles que cheminées, ventilations, ascenseurs..., pourront dépasser ces cotes sous réserve qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural assurant leur intégration.

# **ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, **Ns** : Secteur naturel sensible, **Na/Nas** : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), **Ne** : Secteur naturel d'équipements publics, **Nr** : Secteur naturel restaurants d'altitude, **Nx** : Secteur d'activités Joux-Verte

En sous-secteur Ne et Ns : non réglementé

## **ARTICLE N 11 : ASPECT EXTERIEUR**

Le présent article ne s'applique pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif qui, par nature se distinguent de l'architecture courante.

### **11.1 – DISPOSITIONS GENERALES**

En aucun cas, les constructions, installations et divers modes d'utilisation du sol ne doivent par leur dimension, leur situation ou leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains.

Des modifications ayant pour but d'améliorer l'insertion de la construction à son environnement et son adaptation au terrain, peuvent être exigées pour l'obtention du permis de construire.

Dans le cas d'un projet architectural s'inscrivant dans l'évolution du cadre bâti et ne répondant pas pour partie au règlement figurant aux alinéas du présent article, des adaptations pourront être instruites, dans ce cas, la collectivité interrogera l'architecte consultant de la commune.

### **11.2 – DISPOSITIONS PARTICULIERES**

#### **11.2.1- BATIMENTS REPRES COMME PATRIMONIAUX et sous-secteur Nbt :**

Le projet de réhabilitation des bâtiments repérés patrimoniaux liste 1 et 2 au plan de zonage au titre de l'article L123-1.7 et du sous-secteur Nbt, doit respecter l'aspect, les volumes, le caractère, les proportions, les formes, et d'une façon générale le dessin des détails.

En outre pour les bâtiments repérés patrimoniaux liste 1 :

Les façades devront conserver les zones enduites,

Les ouvertures supplémentaires devront être similaires à l'existant et dans le même rythme,

Les couleurs des façades devront être similaires à l'existant,

Les toitures devront être conservées à l'identique, les toles sont interdites, sauf impossibilité technique constatée.

#### **11.2.2- SOUS-SECTEURS DANS LE PERIMETRE DU LOTISSEMENT D'AVORIAZ (Na, Ne et Nr)**

Se référer aux règles de la zone Ut

#### **11.2.3- IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES :**

Les constructions, tant par leur composition que par le traitement des accès doivent s'adapter au terrain naturel, en limitant les modifications des pentes.

Les constructions nouvelles doivent respecter un recul minimum de 5 m des bâtiments architecturaux patrimoniaux repérés liste 4 au plan de zonage au titre de l'article L123-1.7°

Sous-secteurs Nbc, Nb1, Nx et Nr :

Un traitement des mouvements de sols en terrasses successives retenu par muret dont les références sont traditionnelles pourront être autorisées. Les remblaiements devront être compatibles avec l'environnement.

La hauteur des affouillements nécessaires pour accéder aux garages en sous-sol ne pourra excéder 2,40 m sur une largeur maximale de 5 m (sur la base du terrain naturel). Les rampes d'accès au sous-sol ne pourront excéder 12%.

Les murs de soutènement rendus nécessaires feront l'objet d'un traitement spécifique végétalisé. Les enrochements cyclopéens ne devront pas excéder une hauteur de 2,50 m et seront réalisés en pierres grises du pays.

La finition pierre appareillée est souhaitée.

Les constructions nouvelles doivent respecter un recul minimum de 5 m des éléments architecturaux patrimoniaux repérés liste 4 au plan de zonage au titre de l'article L123-1.7°

Sous-secteurs Na et Nas : Non réglementé pour les constructions agricoles. Règles sont conservées pour les constructions à usage d'habitation.

Sous-secteurs Ns et Ne : Non réglementé.

Sous-secteurs Nb et Nbt : Sans objet

#### **11.2.4- OUVERTURE, OUVRAGES EN SAILLIES :**

Les formes et les dimensions des ouvertures, les rapports dimensionnels entre les parties pleines et les ouvertures, les saillies, doivent contribuer à l'harmonie de composition de la façade.



**ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, **Ns** : Secteur naturel sensible, **Na/Nas** : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), **Ne** : Secteur naturel d'équipements publics, **Nr** : Secteur naturel restaurants d'altitude, **Nx** : Secteur d'activités Joux-Verte

**11.2.5- FAÇADES DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES :**

**Teintes :**

La teinte doit s'harmoniser avec celles existantes dans l'environnement proche.  
Les enseignes doivent être intégrées à la façade et conformes au règlement d'enseignes en vigueur, consultable en Mairie.  
Les parabolos collectives doivent être dissimulées par tout moyen adapté et leur teinte devra être en harmonie avec celle du bâtiment.  
Pour les façades bois, seules sont autorisées les façades « teinte bois » ou brutes.  
Seuls les volets de couleur sont autorisés. Les couleurs des menuiseries extérieures et les volets roulants respecteront les couleurs de la façade.

**Aspect :**

L'emploi à nu des matériaux de construction destinés à être couverts sont interdits.  
Les revêtements de façades en brique de parement, les placages de pierre si les lits ne sont pas horizontaux sont interdits.  
Les devantures des commerces devront être traitées en harmonie avec la façade des constructions.  
La hauteur maximum des façades doit être inférieure au 2/3 de la longueur de la façade concernée, si la pente du terrain est inférieure à 20%.

**Composition :**

Les murs aveugles apparents des bâtiments doivent être de composition identique aux autres façades. Les éléments techniques tels que machineries d'ascenseurs, VMC, devront être intégrés dans le volume de la toiture.  
Les garde-corps seront de préférence en bois et munis de planches inspirées de la tradition locale ; les supports, s'ils ne sont pas en bois, seront peints de teinte sombre. Le profil horizontal apparent des balcons sera soit revêtu de bois, soit peint en teinte sombre.  
Pour l'ensemble des règles ci-dessus en sous-secteurs **Na** et **Nas** : Non réglementé pour les constructions agricoles. Règles sont conservées pour les constructions à usage d'habitation.

**11.2.6- TOITURES, ASPECTS DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES :**

**Teinte :**

La teinte doit s'harmoniser avec celles existantes, de nuances de gris ou ardoise (sauf si tavaillon)

Les parabolos collectives doivent être dissimulées par tout moyen adapté et leur teinte devra être en harmonie avec celle du bâtiment.

**Pentes :**

Seules sont autorisées les pentes de toit comprises entre 40% et 60% à l'exception :

Des constructions composées de plusieurs volumes attenants ou à plusieurs pans qui pourront accueillir des toitures inférieures à 40% si leurs proportions n'excèdent pas 20% de l'ensemble des toitures et si elles correspondent à des éléments de liaison entre plusieurs volumes couverts de toiture. Ces éléments ne devront pas constituer une dominante réelle ou visuellement apparente.

Dans le cas d'insertion dans la pente du terrain de volumes annexes, ces derniers pourront être dotés de toitures terrasses végétalisées.

Les débords de toitures ne seront pas inférieurs à **1,20m pour les bâtiments principaux**. Cette règle ne s'applique pas aux annexes.

L'ensemble de ces règles ne s'appliquent pas aux toitures des bâtiments existants : en cas d'extension et/ou modification de toiture, cette dernière doit être de pente similaire à la toiture principale.

**Composition :**

Les débords de toiture couvrent les balcons et les escaliers extérieurs lorsqu'ils existent. Ils ne doivent pas être inférieurs à **1,20m**, sauf pour les constructions dont la dimension rendrait de tels débords disproportionnés.

Les croupes en proportion harmonieuse avec le volume principal sont autorisées.

L'usage des panneaux solaires, en toiture, est autorisé dans le même plan que la toiture. Ils seront de teinte sombre et mate en harmonie avec le toit.

En cas de réhabilitation, la surface de vitrages fixes ou ouvrants dans le plan de la toiture est limitée à 5% et peut être regroupée en verrière. Ceux-ci sont interdits sur les croupes et les avant-toits.

**Aspect :**

Les matériaux de couverture doivent être de type ardoise, tuile plate, bois, zinc ou cuivre à joints debouts ou tout type de matériaux ne contrariant pas l'architecture environnante. Quelques soient les matériaux utilisés, tout nouveau toit devra être en harmonie avec les autres toits

Dans les secteurs où les toitures des bâtiments d'habitation présentent un ensemble homogène de couleur grise, la surface des panneaux solaires ne pourra excéder 50% de la surface du toit des bâtiments d'habitation.

**ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, **Ns** : Secteur naturel sensible, **Na/Nas** : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), **Ne** : Secteur naturel d'équipements publics, **Nr** : Secteur naturel restaurants d'altitude, **Nx** : Secteur d'activités Joux-Verte

Ensemble des règles ci-dessus, sous-secteurs Na et Nas : Non réglementé pour les constructions agricoles. Les règles sont conservées pour les constructions à usage d'habitation

**11.2.7- CLOTURES, HAIES :**

Hauteur :

Les clôtures ne sont pas souhaitées.

En limite de voie publique, la hauteur maximum autorisée est de 1,20 m dont éventuellement un mur bahut d'une hauteur de 0,60 m maximum. Sur une longueur de 8 m maximum, la hauteur peut être portée à 2 mètres.

En limite séparative, la hauteur maximum autorisée est de 1,00 m dont éventuellement un mur bahut d'une hauteur de 0,60 m maximum.

Composition :

Les clôtures doivent être constituées par un dispositif à claire-voie de forme simple. Les haies végétales seront réalisées avec des essences locales dont la liste est annexée au présent règlement.

Les clôtures ne devront créer aucune gêne pour la visibilité et la sécurité dans les carrefours et les voies. Pour des raisons de sécurité, la hauteur maximale des clôtures situées à moins de 25 m de l'axe des carrefours et de celles situées à l'intérieur du rayon de courbure des virages, est fixée à 0,80 m.

Ensemble des règles ci-dessus, sous-secteurs Na et Nas : Non réglementé pour les constructions agricoles. Les règles sont conservées pour les constructions à usage d'habitation.

**ARTICLE N 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES**

Le présent article ne s'applique pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

GENERALITES

**Caractéristiques générales des places de stationnement :**

Les dimensions minimales de ces places, sauf au bord d'une voie pour le stationnement en ligne, doivent être de 5,00 m x 2,70 m et 5,00 m x 3,00 m dans le cas de boxes fermés ou cloisonnés. Les places de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite devront être conformes aux normes.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables.

En cas de projet comportant plusieurs types d'activités, le nombre total de places de stationnement à réaliser sera calculé en additionnant le nombre de places nécessaires pour chaque type d'activité, selon les règles de calcul suivantes :

Afin d'assurer le stationnement des véhicules en dehors des voies publiques, il est exigé :

<b>HABITAT</b> <b>(+REHABILITATION,</b> <b>EXTENSION)</b>	Les stationnements des véhicules doivent répondre aux besoins de l'opération. En tout état de cause il est exigé un minimum de 1 place par logement. Au-delà de 4 chambres, il sera exigé 1 place par chambre.  Pour les bâtiments repérés patrimoniaux liste 1 et 2 : 1 place par chambre. Au-delà de 4 chambres, 1 place par 2 chambres.
<b>COMMERCES-BUREAUX-SERVICES-ACTIVITE</b>	Les stationnements des véhicules doivent répondre aux besoins de l'opération et être assurés en dehors des voies publiques. En tout état de cause il est exigé pour le sous-secteur Nx, 1 place par 50 m <sup>2</sup> de Surface de Plancher (en cas de commerce, surface liée à la vente
<b>HEBERGEMENT HOTELIER</b>	Les stationnements des véhicules doivent répondre aux besoins de l'opération. En tout état de cause il est exigé 1 place par chambre.
<b>EXPLOITATION AGRICOLE</b>	Les stationnements des véhicules doivent répondre aux besoins de l'opération et être assurés en dehors des voies publiques

**ZONE N** Secteur naturel, avec sous-secteurs Nb/Nb1/Nbc/Nbt : Secteurs naturels bâtis, **Ns** : Secteur naturel sensible, **Na/Nas** : Secteurs naturels agricoles et touristiques (et sensibles), **Ne** : Secteur naturel d'équipements publics, **Nr** : Secteur naturel restaurants d'altitude, **Nx** : Secteur d'activités Joux-Verte

**ARTICLE N 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS**

Les plantations, en limites séparatives, doivent être réalisées avec des essences locales dont la liste est annexée au présent règlement.

**ARTICLE N 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

Le COS n'est pas réglementé